

N. 2002 — 1799 (2002 — 1626)

[C — 2002/35630]

**29 MAART 2002. — Besluit van de Vlaamse regering
inzake de openbaredienstverplichtingen ter bevordering van het rationeel energieverbruik. — Erratum**

Belgisch Staatsblad nr. 150 van 4 mei 2002, blz. 18845-18846 (Nederlandse tekst) en blz. 18849 (Franse vertaling).

In artikel 2, § 2 en § 3 van het genoemde besluit moeten de woorden « tijdens het kalenderjaar nr. 2 » en « au cours de l'année calendaire n° 2 » vervangen worden door de woorden « tijdens het kalenderjaar n-2 » en « au cours de l'année calendaire n-2 ».

—————
TRADUCTION

N. 2002 — 1799 (2002 — 1626)

[C — 2002/35630]

**29 MARS 2002. — Arrêté du Gouvernement flamand
relatif aux obligations de service public en vue de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie. — Erratum**

Moniteur belge n° 150 du 4 mai 2002, p. 18845-18846 (texte néerlandais) et p. 18849 (traduction française).

A l'article 2, § 2 et § 3 de l'arrêté susmentionné il y a lieu de remplacer les mots « tijdens het kalenderjaar nr. 2 » et « au cours de l'année calendaire n° 2 » par les mots « tijdens het kalenderjaar n-2 » et « au cours de l'année n-2 ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1800

[S — C — 2002/29245]

**10 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la gestion budgétaire
financière et comptable de l'Observatoire des Politiques culturelles**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 7 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 13 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique donné le 20 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.322/4 du Conseil d'Etat donné le 21 novembre 2001, en application de l'article (84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le décret du 12 juillet 2001 érigeant l'Observatoire des Politiques culturelles en établissement à gestion séparée, notamment l'article 2;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles;

Sur proposition du Ministre de la Culture et du Budget;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 2001,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent arrêté, les dispositions du Titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, sont applicables à l'Observatoire des Politiques culturelles, ci-après dénommé « l'Observatoire ».

Art. 2. Le fonctionnement de l'Observatoire est assuré par le personnel du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française mis à sa disposition conformément à l'article 10 de l'arrêté du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles.

Le Gouvernement met ce personnel gratuitement à la disposition de l'Observatoire et prend en charge tous ses frais de fonctionnement et d'équipement.

CHAPITRE II. — *Le budget*

Art. 3. Un projet de budget de toutes les recettes et dépenses est établi annuellement par l'Observatoire selon des directives données par le Gouvernement.

Art. 4. Le budget est divisé en deux sections :

1° les recettes;

2° les dépenses.

Art. 5. Les estimations des recettes comportent :

- 1° le solde à reporter;
- 2° la dotation;
- 3° les sommes que l'Observatoire recevra au cours de l'année budgétaire en question du fait de ses activités;
- 4° les dons et legs.

Art. 6. Il est ouvert au nom de l'Observatoire un compte auprès du caissier de la Communauté française, inclus dans la fusion d'échelle des comptes de la Communauté française.

Art. 7. Les montants des dépenses sont limités par les montants des crédits approuvés et des recettes.

Art. 8. Le projet de budget de l'Observatoire est soumis à l'approbation du Ministre qui a la Culture dans ses attributions et est annexé au projet de décret contenant le budget général des dépenses.

Art. 9. L'approbation du budget de l'Observatoire est acquise par la sanction du décret contenant le budget général des dépenses. A défaut de l'approbation du budget avant le début de l'année budgétaire, les mêmes opérations que celles autorisées par le budget précédent peuvent être effectuées au prorata d'1/12^e par mois à partir du 1^{er} janvier.

Art. 10. Des transferts de crédits peuvent être autorisés par le Ministre qui a la Culture dans ses attributions, moyennant l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *La comptabilité et la reddition des comptes*

Art. 11. Le Secrétaire général est désigné en qualité d'ordonnateur délégué chargé d'exécuter les instructions du Ministre qui a la Culture dans ses attributions.

Art. 12. Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre. Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions soumet ces états à la Cour des comptes par l'intermédiaire du Ministre ayant le Budget dans ses attributions. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 13. Le comptable établit, à la fin de chaque année :

- 1° un compte de gestion;
- 2° un compte d'exécution du budget;
- 3° un bilan de l'Observatoire.

Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions transmet ces documents, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit l'année à laquelle ils se rapportent, au Ministre ayant le budget dans ses attributions qui les présentera à la Cour des comptes avant le 31 mai de la même année.

Art. 14. Les documents comptables prévus à l'article 13 doivent également être établis lorsque le comptable cesse ses fonctions.

Art. 15. Le compte d'exécution de l'Observatoire est annexé au compte d'exécution du budget de la Communauté française.

Art. 16. La comptabilité est tenue conformément aux règles d'imputation énoncées par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1964 fixant les règles d'imputation des recettes et des dépenses budgétaires des services de l'administration générale de l'Etat, exception étant faite de la disposition de l'article 5 de cet arrêté.

Art. 17. Une comptabilité patrimoniale est tenue et un inventaire du patrimoine est établi.

CHAPITRE IV. — *La gestion*

Art. 18. Les ordonnancements portent sur les sommes dues au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées au cours de cette année budgétaire et d'obligations reportées d'années budgétaires antérieures.

Les engagements imputés sur les moyens budgétaires de l'Observatoire devront être exécutés pour le 31 décembre de la troisième année à partir de la date de l'engagement, sauf s'ils concernent des subventions.

Les subventions sont soumises aux dispositions générales du Titre II des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 19. Le solde de trésorerie disponible à la fin de l'année est automatiquement reporté.

Art. 20. Les moyens financiers disponibles à la fin d'une année peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante.

Art. 21. Le comptable justiciable de la Cour des comptes est chargé, conformément à l'arrêté portant sa désignation :

- 1° du maniement et de la garde des valeurs;
- 2° de l'établissement et de la conservation des documents suivants :
 - a) compte de gestion;
 - b) compte d'exécution du budget;
 - c) bilan de l'Observatoire;
- 3° de la mise à jour continue de l'inventaire du patrimoine et de la tenue de la comptabilité patrimoniale.

CHAPITRE V. — *Le contrôle*

Art. 22. La Cour des comptes et la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère peuvent effectuer sur place le contrôle de la comptabilité. Ils peuvent se faire fournir, en tout temps, toutes les pièces justificatives, tous les états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes, dépenses, avoirs et dettes.

Les dépenses sont liquidées et payées directement par le comptable de l'Observatoire, sans intervention préalable de la Cour des comptes.

Les règles du contrôle administratif et budgétaire auxquelles sont soumis les services d'administration générale de la Communauté sont applicables à l'Observatoire.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 24. Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions et le Ministre qui a le budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 janvier 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture et du Budget,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1800

[C — 2002/29245]

10 JANUARI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het budgettair financieel en boekhoudkundig beheer van het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 13 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.322/4 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2001, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het decreet van 12 juli 2001 tot oprichting van het "Observatoire des politiques culturelles", opgericht in afzonderlijk beheer, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur en Begroting;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Behoudens afwijking bepaald in dit besluit, zijn de bepalingen van Titel II van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, van toepassing op het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid, hierna «het Waarnemingscentrum» genoemd.

Art. 2. De werking van het Waarnemingscentrum wordt waargenomen door het personeel van het Algemeen Secretariaat van het Ministerie van de Franse Gemeenschap dat te zijner beschikking wordt gezet overeenkomstig artikel 10 van het besluit van 26 april 2001 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor de beleidsvoeringen inzake Cultuur.

De Regering stelt dit personeel gratis ter beschikking van het Waarnemingscentrum en betaalt alle werkings- en uitrustingskosten.

HOOFDSTUK II. — *De begroting*

Art. 3. Een project van de begroting van alle ontvangsten en uitgaven wordt jaarlijks opgesteld door het Waarnemingscentrum volgens de door de Regering gegeven richtlijnen.

Art. 4. De begroting wordt ingedeeld in twee afdelingen :

1° de ontvangsten;

2° de uitgaven.

Art. 5. De raming van deze ontvangsten bevat :

- 1° het over te dragen saldo;
- 2° de dotatie;
- 3° de bedragen die het Waarnemingscentrum zal krijgen gedurende het bedoelde begrotingsjaar voor zijn activiteiten;
- 4° de schenkingen en legaten.

Art. 6. Een rekening wordt geopend op de naam van het Waarnemingscentrum bij de kassier van de Franse Gemeenschap, inbegrepen in de fusie van de rekeningenschaal van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. De bedragen van de uitgaven worden beperkt door de bedragen van de goedgekeurde kredieten en de ontvangsten.

Art. 8. Het project van de begroting van het Waarnemingscentrum wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort en wordt gevoegd bij het ontwerp van decreet houdende de algemene uitgavenbegroting.

Art. 9. De goedkeuring van de begroting van het Waarnemingscentrum wordt verworven door de bekrachtiging van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting. Wordt de begroting voor het begin van het begrotingsjaar niet goedgekeurd, dan mogen dezelfde verrichtingen worden uitgevoerd als die toegelaten door de vorige begroting, naar verhouding van 1/12e per maand vanaf 1 januari.

Art. 10. De krediettransferten kunnen door de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, worden toegelaten door de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort.

HOOFDSTUK III. — *De boekhouding en de aflegging van de rekeningen*

Art. 11. De Secretaris-Generaal wordt aangesteld als afgevaardigde ordonnateur belast met de uitvoering van de instructies van de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort.

Art. 12. Op het einde van elk semester wordt een staat van ontvangsten en uitgaven opgemaakt. De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, brengt deze staten over aan het Rekenhof door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 13. De rekenplichtige maakt op het einde van elk jaar :

- 1° een rekening van budgettaire beheer;
- 2° een rekening van begrotingsuitvoering;
- 3° een balans van het Waarnemingscentrum, op.

De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort, zendt ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking hebben, die documenten over aan de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, die ze voor 31 mei van datzelfde jaar aan het Rekenhof zal voorleggen.

Art. 14. De in artikel 13 bedoelde documenten betreffende de boekhouding moeten eveneens worden opgemaakt wanneer de rekenplichtige zijn ambt neerlegt.

Art. 15. De rekening van uitvoering van het Waarnemingscentrum wordt gevoegd bij de rekening van uitvoering van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. De boekhouding wordt gevoerd overeenkomstig de aanrekeningsregels bedoeld in het koninklijk besluit van 1 juli 1964 tot vaststelling van de regels van aanrekening van de budgettaire ontvangsten en uitgaven van de diensten van algemeen bestuur van de Staat, met uitzondering van de bepaling van artikel 5 van dat besluit.

Art. 17. Er wordt een vermogenscomptabiliteit gevoerd en een inventaris van het patrimonium wordt opgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Het beheer*

Art. 18. De ordonnancerings hebben betrekking op de bedragen verschuldigd gedurende het begrotingsjaar voor verbintenissen die werden aangegaan gedurende dat begrotingsjaar en verbintenissen die van vorige jaren overgedragen werden.

De vastleggingen aangerekend op de begrotingsmiddelen van het Waarnemingscentrum zullen moeten worden uitgevoerd voor 31 december van het derde jaar vanaf de datum van de vastlegging, behalve indien ze subsidies betreffen.

De subsidies worden onderworpen aan de algemene bepalingen van Titel II van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Art. 19. Het op het einde van het jaar beschikbare kasoverschot wordt automatisch overgedragen.

Art. 20. De op het einde van een jaar beschikbare financiële middelen kunnen worden aangevoerd vanaf het begin van het daaropvolgende jaar.

Art. 21. De tegenover het Rekenhof verantwoordelijke rekenplichtige wordt, overeenkomstig het besluit houdende zijn aanstelling, belast met :

- 1° de behandeling en de bewaring van de gelden;
- 2° de opstelling en de bewaring van de volgende documenten :
 - a) een rekening van beheer;
 - b) een rekening van begrotingsuitvoering;
 - c) de balans van het Waarnemingscentrum;
- 3° de voortdurende bijwerking van de inventaris van het patrimonium en van de vermogenscomptabiliteit.

HOOFDSTUK V. — *De controle*

Art. 22. Het Rekenhof en de Algemene Directie voor Begroting en Financiën van het Ministerie mogen ter plaatse de comptabiliteit controleren. Zij mogen op elk moment alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of verduidelijkingen vragen betreffende de ontvangsten, uitgaven, bezittingen en schulden.

De uitgaven worden onmiddellijk vereffend en uitbetaald door de rekenplichtige van het Waarnemingscentrum zonder voorafgaand optreden van het Rekenhof.

De regels voor de administratieve en begrotingscontrole op de de diensten van algemeen bestuur van de Gemeenschap toepasselijk zijn, zijn van toepassing op het Waarnemingscentrum.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 24. De Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, worden, ieder voor wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 januari 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur en Begroting,
R. DEMOTTE



F. 2002 — 1801

[S - C - 2002/29244]

10 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application des articles 12 et 21 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles du 26 avril 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 7 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 20 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.321/4 du Conseil d'Etat donné le 21 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1, 1°, des lois coordonnées du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le régime d'incompatibilité des membres du personnel de l'Observatoire des politiques culturelles dans l'exercice de leurs fonctions, telles que visées à l'article 12, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles, est le régime général prévu à l'arrêté du Gouvernement portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

En outre, la qualité de membre du personnel de l'Observatoire des politiques culturelles est incompatible avec la qualité de membre d'une instance d'avis ayant compétence dans les matières visées à l'article 3, 1°, a), de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 avril 2001 portant création de l'Observatoire des Politiques culturelles.

La qualité de membre du personnel de l'Observatoire des politiques culturelles est également incompatible avec l'exercice d'une fonction d'administrateur au sein d'une institution culturelle majeure de la Communauté française.